

15-511

Le Maire certifie,

Objet de la délibération

**MISE EN PLACE D'UN
COMITE SOCIAL
TERRITORIAL,
FIXATION DU
NOMBRE DE
REPRESENTANTS DU
PERSONNEL AU
COMITE SOCIAL
TERRITORIAL SOCIAL
TERRITORIAL ET
DECISION DU
RECUEIL DE L'AVIS
DES REPRESENTANTS
DE LA COLLECTIVITE**

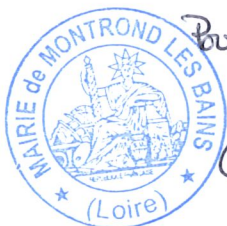
Modèle n° 85 B
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201493-20260526-15-511-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/05/2026
Publication : 01/06/2026

Pour l'autorité compétente par délégation



*Sur le Maire empêché
de l'Adjoint
Georges Rochette*

1° - Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi, que la délibération ci-après transcrite, textuellement extraite du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le lendemain et qu'il n'a été présenté aucune observation.

2° - Que ladite délibération a été adoptée à l'unanimité

3° - Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de 29 sur lesquels il y avait 25 membres présents, à savoir :

1	PERCET Serge	16	CLOUVEL Valérie
2	ROCHETTE Georges	17	ANGELONI Sylvain
3	MOULAGER Marie-Odile	18	BASCOP Maxime
4	RODRIGUES Jacinto	19	BEALEM Béatrice
5	AVRIL Dominique	20	IACONA Joseph
6	GERBAUD Claude	21	MICHEL Stéphanie
7	GARDE Barbara	22	BASSON Emmanuel
8	ESPEJO Jean	23	CAILLAT Hélène
9	RAMAS Geneviève	24	CALMETTES Elisabeth
10	REVOLIER Marie	25	EICHENBERGER Emmanuelle
11	GAURIAT Claudie	26	CHABANNES Thomas
12	NIGON Claude	27	MOULIN Maxime
13	MIKHAILOFF Philippe	28	MOULIN (MANTEGNA) Karine
14	MARCHAND Sylvain	29	DUBOEUF Gabriel
15	GIRAUD Christel		

Etaient présent(e)s : ROCHETTE Georges, MOULAGER Marie-Odile, RODRIGUES Jacinto, AVRIL Dominique, GERBAUD Claude, GARDE Barbara, ESPEJO Jean, RAMAS Geneviève, REVOLIER Marie, GAURIAT Claudie, NIGON Claude, MIKHAILOFF Philippe, MARCHAND Sylvain, CLOUVEL Valérie, ANGELONI Sylvain, BASCOP Maxime, BEALEM Béatrice, MICHEL Stéphanie, BASSON Emmanuel, CAILLAT Hélène, CALMETTES Elisabeth, CHABANNES Thomas, MOULIN Maxime, MANTEGNA Karine, DUBOEUF Gabriel

Absent(e)s avec procuration : PERCET Serge (pouvoir Georges ROCHETTE), GIRAUD Christel (procuration Philippe MIKHAILOFF), IACONA Joseph (pouvoir Marie-Odile MOULAGER), EICHENBERGER Emmanuelle (pouvoir Dominique AVRIL)

Absent(e)s excusé(e)s :

Secrétaire élu(e) pour la durée de la session : Emmanuel BESSON

15 – 511 Mise en place d'un comité social territorial, fixation du nombre de représentants du personnel au comité social territorial et décision du recueil de l'avis des représentants de la collectivité

Vu le code général de la fonction publique et notamment article L251-1 et suivants et les articles réglementaires,

Le Maire rappelle que les comités sociaux territoriaux sont chargés de l'examen des questions collectives de travail ainsi que des conditions de travail. Le Maire indique aux membres de l'organe délibérant que conformément à l'article L. 251-5 du Code général de la fonction publique, les collectivités territoriales et établissements publics employant au moins 50 agents sont dotés d'un comité social territorial. En deçà de ce seuil, les collectivités territoriales et établissements publics relèvent du ressort du comité social territorial placé auprès du Centre de gestion.

Le Maire précise aux membres du Conseil municipal que le Code général de la fonction publique (art L.251-5 et suivants) prévoit qu'un Comité Social Territorial (CST) est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents ;

Considérant que les effectifs des agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public et contrats de droit privé, au 1er janvier 2026 est fixé à 57 agents comprenant 23 hommes et 34 femmes.

Le Maire indique qu'il convient ainsi d'obligatoirement mettre en place un comité social territorial.

Considérant que la composition du Comité Social Territorial doit intervenir au plus tard 6 mois avant la date des élections professionnelles,

À titre liminaire, on rappellera que le Comité Social Territorial, présidé par un élu désigné par l'autorité territoriale, est composé de représentants du personnel (collège personnel), et de représentants de la collectivité (collège employeur). En revanche, aucune parité numérique n'est exigée entre les deux collèges. Le collège de représentants de la collectivité ne peut cependant être en nombre supérieur à celui des représentants du personnel en application de l'article R.252-33 du CGFP.

De même, il est possible de ne pas accorder un droit de vote au collège des représentants de la collectivité ; étant précisé qu'en cas de droit de vote des deux collèges, chacun vote distinctement. Dans tous les cas, il y a autant de suppléants que de titulaires.

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal d'arrêter au plus tard 6 mois avant la date du scrutin, la composition du futur Comité social territorial, tel qu'il résultera des élections professionnelles qui se dérouleront le 10 décembre 2026.

Considérant qu'au regard de cet effectif, la composition du futur Comité social territorial (commun) peut être comprise entre 3 et 5 représentants en application des dispositions de l'article R.252-34 du CGFP.

Considérant que la consultation des organisations syndicales est intervenue le 21 mai 2026, soit au moins 6 mois avant la date du scrutin, sur la composition du futur Comité Social Territorial qui sera établi après les élections professionnelles du 10 décembre 2026.

Où et délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Créé un comité social territorial dans les conditions énoncées par le Code général de la fonction publique.
- Fixe le nombre de représentants titulaires du personnel appelés à siéger dans le CST à 3 (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants), conformément aux dispositions de l'article R.252-35 du CGFP
- Maintient le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité appelés à siéger dans le CST égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants
- Met en place le recueil, par le comité social territorial, de l'avis des représentants de la collectivité en relevant

Fait à Montrond-les-Bains, le 27 mai 2026

Pour le Maire empêché,
Le Premier adjoint
Georges ROCHETTE



Le secrétaire de séance,
Emmanuel BASSON

